

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

STAGE D'ETUDES SUR LES RECHERCHES SOCIALES
ET LES PROBLEMES DE LA VIE RURALE EN AMERIQUE CENTRALE,
AU MEXIQUE ET DANS LA REGION DES CARAIBES

Mexico, 17 - 27 octobre 1962

document rédigé par

H.M. Phillips

Chef de la Division des sciences sociales appliquées,
Département des sciences sociales, Unesco/¹

I. Le rôle de la recherche et des sciences sociales

II. Recherches de base et recherches appliquées

Les ressources : ressources écologiques, démographiques,
économiques ; capital humain ; éducation ;

Les institutions (systèmes légaux et administratifs, régime
de la propriété foncière, etc.) en tant que ressources ;

La collectivité : éducation et évolution sociale.

III. Choix de méthodes et de thèmes pour la recherche sociale

La méthode anthropologique

Les enquêtes sociales et les études sur les collectivités

L'étude des attitudes et les expériences sur l'organisation
et la direction de groupes

L'évaluation.

IV. Conclusions : organisation de la recherche

Annexe

1. Le présent document, rédigé à titre personnel n'est pas un document
officiel de l'Unesco.

1. Les possibilités dont disposent les pays en voie de développement pour élever le niveau de vie dans les régions rurales grâce au progrès technique dépendent de l'extension des marchés ouverts aux produits de ces régions, des ressources en capitaux et en personnel spécialisé, de l'importance de l'aide internationale, et de la capacité des pays intéressés à susciter eux-mêmes des transformations techniques, ou à adopter et à assimiler celles qui sont réalisées à l'étranger. Cette capacité sera influencée par de nombreux facteurs économiques sociaux et culturels. La présente étude a pour objet d'attirer l'attention sur l'importance de ces facteurs et sur les moyens que la recherche sociale met à notre disposition pour les analyser et les comprendre d'un point de vue constructif.

2. Pour comprendre ces facteurs, il faut utiliser les instruments des sciences sociales. La présente étude comprend quatre sections : rôle des sciences sociales et de la recherche en général ; recherches de base dans les régions rurales ; applications particulières de la recherche ; conclusions.

I. LE ROLE DE LA RECHERCHE ET DES SCIENCES SOCIALES

3. Les sciences sociales ont été appelées "sciences de la politique", expression qui n'est pas sans prêter à l'équivoque. Le point de vue adopté dans le présent document est que leur rôle n'est pas de déterminer la politique - cette tâche incombe aux hommes d'Etat et aux administrateurs, qui doivent s'inspirer aussi de considérations morales et historiques - mais bien d'aider à formuler, à appliquer et à évaluer cette politique, en fournissant, par l'application de méthodes scientifiques, les analyses et les données sociales qui sont le fondement de toute politique saine.

4. La recherche est souvent longue et coûteuse, et il serait vain de prétendre que tout programme d'action doit donner lieu à des enquêtes et à des évaluations préalables. Mais l'administration aussi est coûteuse, et, à mesure qu'augmentent la portée et la complexité de l'action administrative, la portée et la gravité des erreurs augmentent également.

5. D'importants progrès ont été accomplis depuis quelques années dans l'évaluation du rendement financier des recherches de sciences physiques. Un exemple frappant en est fourni par Zvi Grilicher dans le Journal of Political Economy d'octobre 1958, sous le titre : "Research costs and social returns : hybrid corn and related innovations". D'après les calculs de M. Grilicher, le rendement moyen des sommes investies dans les recherches sur les céréales hybrides aux Etats-Unis d'Amérique a été depuis 1955 d'au moins 700% par an. Dans le numéro de juin 1959 de la même revue, Allan Meltzer évalue à moins de 0,25 % du produit national brut les sommes affectées aux recherches de base dans les sciences physiques. Toutes les recherches ne donnent pas d'aussi bons résultats que celles qui ont porté sur les céréales hybrides, mais ces deux chiffres montrent de façon frappante quel immense profit financier on peut obtenir en consacrant une fraction minime du produit national brut à des recherches de sciences physiques.

6. Les résultats des recherches de sciences sociales ne se prêtent pas aisément à une évaluation analogue en termes financiers. On dispose toutefois d'amples données sur le haut rendement financier des recherches de sciences sociales appliquées dans les collectivités agricoles. On en trouve des exemples convaincants dans des ouvrages tels que : "Human problems in technological

change" par Edward H. Spicer (publié par la Russel Sage Foundation) et "Sociétés, traditions et technologie", manuel établi par la Fédération mondiale de la santé mentale sous la direction de Margaret Mead, et publié par l'Unesco, ainsi que dans les publications citées à l'appendice I.

7. Il ressort nettement de ce qui précède que la recherche elle-même et les instruments de la recherche constituent aussi des ressources, et que, lorsqu'ils évaluent l'utilité de la recherche, les spécialistes de sciences sociales doivent apporter à leur analyse la même rigueur scientifique que lorsqu'ils évaluent d'autres facteurs.
8. Il faut donc considérer les effets indirects aussi bien que les effets directs, et à ce propos il est bon de rappeler ce qu'écrivait le professeur Whitehead dans "Science in the Modern World" : "Pour comprendre notre temps, on peut négliger tous les détails nouveaux : chemins de fer, télégraphe, radio, machines à filer, teintures synthétiques. Il faut se concentrer sur la méthode même de la recherche ; c'est là la véritable innovation qui a renversé les fondements de la vieille civilisation". S'il n'y a pas eu dans la pensée sociale de révolution universelle comparable à celle que l'on constate dans les sciences physiques, il s'est produit dans les méthodes et les "approches" utilisées par les hommes d'Etat et les administrateurs pour aborder les problèmes sociaux des changements d'une grande portée qui peuvent être attribués au progrès des sciences sociales.
9. Selon leur objet et leur portée, les recherches des spécialistes en matière sociale sont dites "pures", "de base", "appliquées" ou "opérationnelles". On peut les appeler "pures" (ou fondamentales) lorsqu'elles contribuent, ou visent à contribuer, à l'établissement d'une discipline scientifique ou à l'enrichissement des connaissances scientifiques elles-mêmes. On peut les appeler "de base" si elles visent au rassemblement et à l'interprétation des données de base nécessaires pour la compréhension des problèmes particuliers à des pays, des régions ou des districts. Notre propos n'est pas de traiter des recherches pures.
10. Dans le deuxième chapitre, intitulé "recherches de base", nous étudions les recherches concernant le potentiel économique, les données démographiques, les conditions de vie et la structure sociale des régions rurales ; bien entendu, dans l'interprétation de ces éléments, on doit prendre appui sur les enseignements généraux des sciences sociales, qui sont le fruit de la recherche pure. Nous nous occupons également du rôle que peut jouer la recherche sociale dans l'application de programmes d'action spécifiques.
11. Un certain nombre d'exemples cités dans le document sont empruntés à des pays d'autres régions. Ils ont été choisis dans l'espoir de susciter des comparaisons qui permettraient lors du stage de faire ressortir aussi bien les similitudes que les différences entre les problèmes de la région étudiée et ceux d'autres régions. Récemment encore, les anthropologues et les psychologues sociaux avaient tendance à souligner les différences entre les sociétés et le caractère unique de chaque culture. Ce fait n'a rien de surprenant puisque c'est l'existence de différences frappantes de comportement et de structure entre les sociétés qui a principalement déterminé le développement de l'anthropologie en tant que science. Aujourd'hui, s'il convient toujours d'étudier les différences culturelles et les facteurs d'"unicité", on tend à accorder davantage d'importance aux processus de transmission et d'interaction des cultures.

12. Ce changement d'orientation est dû en partie aux immenses progrès qui ont été réalisés au cours des dernières années en matière de diffusion des informations et de contacts culturels. Il représente aussi l'apport des spécialistes des sciences sociales à l'effort international entrepris pour stimuler le développement économique et social à l'échelle mondiale, et pour atténuer les tensions internationales.

II. RECHERCHES DE BASE ET RECHERCHES APPLIQUEES

Les ressources : ressources écologiques, démographiques, économiques, capital humain, éducation

13. Pour comprendre la situation des régions où les conditions économiques et sociales doivent être modifiées, il faut tout d'abord établir un inventaire des ressources. Nous ne nous occuperons pas ici des recherches sur les ressources matérielles, sauf en ce qui concerne le problème de la corrélation entre les ressources matérielles, d'une part, et les ressources humaines et les modes de vie d'autre part, et la nécessité d'organiser la recherche dans les deux domaines simultanément. Cette nécessité n'a pas été suffisamment reconnue dans le passé, bien que des expressions comme "culture itinérante" ou "forêt dégradée" montrent nettement l'interaction de l'écologie physique et de l'écologie humaine. La tendance moderne, qui se manifeste dans de nombreux rapports de la FAO, est de reconnaître que les programmes de développement agricole sont inséparables de l'évolution sociale.

14. Dans le cas de projets de développement rural, la première question de caractère social s'adresse normalement aux démographes. Les chiffres ci-après, extraits de l'Annuaire démographique des Nations Unies, indiquent le taux d'accroissement annuel de la population par région, de 1950 à 1957 : Amérique centrale, 2,6 % ; Moyen-Orient, 2,5 % ; Asie du sud-ouest, 2,4 % ; Amérique du sud, 2,3 % ; Asie orientale, 2 % ; Afrique du nord, 1,9 % ; Afrique du sud et tropicale, 1,8 % ; Asie du sud-est, 1,7 %.

15. Il ressort de ces chiffres que l'Amérique centrale est la région où le taux d'accroissement a été le plus élevé pendant cette période. Les plus récentes estimations, fondées sur les recensements de 1960, donnent les chiffres ci-après pour les pays dont s'occupe le stage d'études :

16. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DANS LES PAYS D'AMERIQUE CENTRALE
ET DE LA REGION DES CARAIRES
1950-1960

Pays	Population totale/ ¹		Taux d'accroissement annuel
	1950	1960	
	(en milliers d'habitants)		
Costa Rica	800,9	1171,0	3,8
Cuba	5508,0	6743,0	2,0
Guatemala	2790,9	3759,0	3,0
Haïti	3097,2	3505,0	1,3
Honduras	1428,0	1950,0	3,1
Jamaïque	1403,0	1607,0	1,4
Mexique	25791,0	34626,0	3,0
Nicaragua	1059,0	1471,0	3,3
Panama	797,7	1053,0	2,8
Porto-Rico	2210,7	2353,0	0,6
République Dominicaine	2135,9	2994,0	3,4
Salvador	1855,9	2612,0	3,5
Trinité et Tobago	632,5	826,0	2,6

Pour comprendre ces taux d'accroissement, il est nécessaire de considérer, pays par pays, les taux de natalité et de mortalité, étant donné que les variations de l'accroissement démographique peuvent être dues soit au fait que le taux de natalité est plus fort soit au fait que le taux de mortalité est plus faible.

17. Les taux d'accroissement indiquent que beaucoup de pays de la région se trouvent devant un double problème : élever le revenu de leur population actuelle, et faire face à un accroissement important de la population. Il est très difficile d'obtenir un taux d'accroissement constant de la production agricole de 2 % ou davantage. De tous les pays du monde, seuls les Etats-Unis d'Amérique ont pu soutenir un rythme d'accroissement annuel de 2 % de la production agricole depuis 1934 jusqu'en 1959. Entre 1910-1914 et 1945-1949, les Etats-Unis ont obtenu un accroissement annuel moyen de 1,34 %. Entre 1912-1914 et 1945-1949, l'Argentine a atteint le taux de 1,65 % et le Brésil, entre 1925-1929 et 1945-1949, a obtenu 2,25 %. Pour le Mexique, entre 1925-1929 et 1945-1949, le taux d'accroissement annuel de la production a été de 2,25 %. La tendance à long terme, à une augmentation de la productivité agricole de moins de 2 % par an pendant une vingtaine d'années, résulte naturellement d'une série de tendances à court terme. Il y a lieu de noter que, depuis la deuxième guerre mondiale, le Mexique a doublé sa production agricole (ce qui correspond à un taux d'accroissement annuel d'environ 6,5 %). C'est un taux d'accroissement de cet ordre qui est requis.

1. Estimation (non officielle), en milliers d'habitants, fondée sur des chiffres fournis par le Service de la population des Nations Unies.

18. Le présent stage d'études s'occupe des problèmes ruraux, mais le développement rural doit être considéré en fonction du développement général et des problèmes de l'industrialisation et de l'emploi dans l'industrie, afin de compenser l'accroissement démographique et de résorber le sous-emploi dans les campagnes. Cette question, qui n'est autre que celle du développement économique général, relève de la compétence de la Commission économique pour l'Amérique latine et ne sera pas traitée ici. La CEPAL effectue depuis 14 ans des recherches de base sur ce sujet. Toutefois, il y a un intérêt direct à mentionner ici la recherche sur le rôle du capital humain dans le développement agricole - à laquelle est notamment associé le nom du professeur Schultz. Les analyses qu'il a données des "intrants" et des "extrants" dans la production agricole montrent que l'accroissement des "intrants" n'explique que très partiellement celui des "extrants". La part d'augmentation de la production qui reste ainsi inexpliquée varie d'un pays à l'autre et doit être imputée au facteur humain : éducation, compétences, technologie, etc. Aux Etats-Unis (entre 1910-1914 et 1945-1949, l'accroissement de la production ne s'explique que pour 17 % par l'accroissement des "intrants", les 83 % restants étant imputables à ce facteur "résiduel". Pour l'Argentine (1910-1914 à 1945-1949), le pourcentage correspondant est de 62, pour le Brésil (1925-1929 à 1945-1949), de 45 et pour le Mexique (1925-1929 à 1945-1949) de 50. Nous reviendrons sur ce point aux paragraphes 47 à 53, à propos du rôle de l'éducation et des moyens d'information dans le développement économique.

19. Les estimations établies par la CEPAL pour l'ensemble de l'Amérique latine montrent que la productivité (production par habitant) dans le secteur rural demeure le plus souvent stationnaire, et que l'augmentation de la productivité est presque entièrement limitée au secteur non agricole, où elle atteint au cours des dernières années des taux allant jusqu'à 50 %. (On constate une situation analogue à la Jamaïque/¹ où, en raison de l'essor industriel, la part de l'agriculture dans le revenu national est tombée entre 1950 et 1956 de 31 à 16 % du produit national brut, au coût des facteurs.) Or, 60 % de la population vivent de l'agriculture, et ce pourcentage est certainement plus élevé dans la plupart des pays dont s'occupe le stage d'études puisque les chiffres globaux sont calculés pour l'ensemble de l'Amérique latine, y compris les pays d'Amérique du sud déjà industrialisés. Le tableau ci-après fournit, en ce qui concerne certains pays de la région, les indications nécessaires pour évaluer l'importance relative de l'agriculture dans l'économie. Ces indications sont extraites de l'American Economic Review (mai 1954, page 585). (Les participants pourront peut-être communiquer au stage des chiffres plus récents ou des indications relatives aux pays ne figurant pas dans ce tableau. Il y a lieu de noter que les chiffres de la population correspondent à 1950-1951 et doivent être corrigés d'après les indications du tableau du paragraphe 15.)

1. Cf. A National Plan for Jamaica, Kingston, 1957, et UNA/AC 35/E.336.

	Population (1950-1951)		Pourcentage de la population		Pourcentage de la main-d'oeuvre par rapport à la population totale	Pourcentage de la main-d'oeuvre employée dans l'agriculture	Pourcentage de la production dans le produit national brut	Produit national brut par habitant	Pourcentage des exportations par rapport au produit national brut	Taux d'alphabétisation
	Totale en milliers	par km ²	Population urbaine	Dans les villes de plus de 100.000 habitants						
Nicaragua	1.088	7	33	10	31	72,9	41	155	27	30
Guatemala	2.887	27	26,6	10	38	73,1	56,7	120	15	35
Cuba	5.469	48	43,9	22	32	41,5	28	371	34	78
Mexique	26.332	13	33,5	15	33	65,4	17	205	17	48
Jamaïque	1.430	125	18,2	14	42	48,1	40,1*	155*	17*	-
Surinam	233	2	40 †	-	29	63	23	265	36	70

* Sur la base du revenu national, non du produit national brut.

† Exportations de pétrole non comprise.

20. Le fait que le produit par habitant n'augmente pas dans l'ensemble du secteur agricole d'Amérique latine s'explique en partie par l'instabilité des prix des produits agricoles à l'exportation, en partie par l'accroissement démographique et les problèmes généraux du développement économique signalés plus haut, en partie aussi par des facteurs sociaux et institutionnels qui intéressent au premier chef le présent stage d'études. Si l'on considère les chiffres donnés au paragraphe 18 concernant l'influence du "facteur résiduel" sur la production agricole, on voit quels avantages peuvent procurer l'étude de ce facteur et toutes mesures propres à en accroître l'influence au maximum.

21. La contribution effective du "facteur résiduel" à l'augmentation de la production dépend dans une très large mesure du système d'enseignement du pays, du milieu social dans son ensemble et de la structure institutionnelle de la société. La persistance de vestiges du dualisme social et de communautés traditionnelles qui n'ont pas été vraiment affectées par le processus de modernisation économique et sociale caractérise encore la structure d'un certain nombre des pays qui participent au stage d'études. Les dirigeants de ces pays ont pour tâche de créer une structure sociale et économique pleinement intégrée, capable de fournir une base à la fois pour l'introduction et pour l'utilisation efficace de la technique moderne, grâce à l'extension et à l'amélioration du système d'enseignement et à des modifications institutionnelles telles que la réforme agraire. Une meilleure répartition du revenu s'impose également - associée bien entendu à un accroissement du produit national, étant donné que le revenu global à répartir est faible. Dans certains cas, l'intégration n'entraîne pas nécessairement l'uniformité et il n'y a pas forcément identité entre les besoins nationaux et les besoins locaux. Les recherches peuvent à la fois mettre en lumière les "besoins ressentis" des collectivités intéressées et leurs besoins réels" d'après les indices centralement acceptés auxquels se mesure le niveau de vie. Les études que de nombreux spécialistes des questions sociales ont effectuées sur place dans diverses parties du monde montrent qu'il y a danger à prendre à priori pour point de départ les "besoins ressentis" ou les "besoins réels", et qu'il convient plutôt de considérer chaque cas comme un cas d'espèce. L'éducation et les moyens d'information ont, bien entendu, un rôle de premier plan à jouer dans l'assimilation des "besoins ressentis" et des "besoins réels".

22. Il faut également rechercher, en liaison étroite avec le problème des "besoins" et de la façon dont ils sont considérés par la population, les moyens de graduer et d'équilibrer l'introduction des nouvelles techniques agricoles, lorsque les ressources sont limitées. A l'échelon du village, il arrive souvent que la solution finisse par s'imposer puisque les voies à suivre sont peu nombreuses. Il en va autrement lorsque l'action des gouvernements ou des institutions régionales s'adresse à un groupe de districts ou à une région entière. Dans ce cas, les questions qui se posent sont en général les suivantes : faut-il d'abord créer des établissements de crédit agricole, et attendre que les populations pour qui ils sont créés s'adressent à eux ; ou faut-il faire précéder l'action économique d'une campagne d'éducation et de développement communautaire ; ou dans quelle proportion faut-il combiner ces modes d'action.

23. En soulignant l'importance de ces recherches, il faut évaluer de façon réaliste les moyens de recherche et les besoins des organismes qui entreprennent une action. Lorsque l'on insiste sur le caractère particulier de

chaque collectivité et de chaque "sous-culture", on ne veut pas dire par là que les situations sont différentes au point que l'on ne saurait établir des règles d'action applicables. L'action entreprise elle-même ne saurait jamais être sui generis, puisqu'elle doit être menée par des fonctionnaires et des agents à qui il faut inculquer la même conception du projet à exécuter et enseigner certaines méthodes et certaines règles fondamentales. La valeur de l'optique qui se fonde sur le caractère particulier de chaque collectivité vient de ce qu'elle met en vedette l'action réciproque dans la collectivité des facteurs économiques, sociaux et culturels.

24. Nous sommes ainsi amenés à nous poser les questions suivantes : qu'est-ce qu'une collectivité, comment se développe-t-elle et comment s'effectue le processus de l'évolution sociale à l'intérieur des groupes ? Quel rôle jouent l'éducation et les moyens d'information ? Avant d'y répondre, il nous faut étudier les facteurs institutionnels et administratifs.

25. Les institutions et systèmes légaux et administratifs, régime de la propriété foncière en tant que ressources - Des institutions solidement établies mais souples et des procédures administratives efficaces et pouvant s'adapter aux circonstances offrent des ressources de la plus grande importance. Comme le développement agricole se fait dans un contexte sociologique, il sera influencé par les possibilités institutionnelles et administratives, sur lesquelles il pourra lui-même agir. Comme ces possibilités sont très différentes selon les pays, et que les résultats obtenus sont très différents également, on peut entreprendre une étude comparative féconde desdites possibilités. Il faut regretter que, malgré l'existence d'études à l'échelon national, on n'ait pas encore entrepris une telle étude comparative. Pour donner un exemple se rapportant à une autre région, l'étude de la Fondation Rockefeller sur la Crète, effectuée en 1948, décrit en ces termes le système administratif de l'île : "tous les fonctionnaires à l'échelon du Nomos devraient attendre les décisions prises par le Gouvernement central touchant de nombreux problèmes qui ne pouvaient être résolus efficacement que par une action immédiate. Ainsi, un agronome avait besoin d'un certain type de produit chimique pour traiter une maladie des arbres nouvellement découverte. Il n'était même pas possible d'obtenir des crédits limités par les voies ordinaires sans de longs délais. Aussi, les essais effectués pendant toute une année sur ce qui aurait pu être une maladie très coûteuse ont-ils été inutiles"... "Il y a peu de responsabilités locales en matière d'organisation administrative et sociale."

26. On verra qu'il y a opposition complète entre le cas de la Crète et le cas d'une autre région (la Norvège) qui est étudié plus loin (paragraphe 57). Alors que dans ce dernier cas une administration organisée est intervenue il y a quelques années seulement, comme on le verra ci-après, l'administration mil-lénaire de la Crète, s'exerçant le plus souvent de l'extérieur (et c'est là sans doute la cause principale de l'échec) n'avait pas réussi, ainsi qu'il ressort de l'enquête, à créer une gestion locale efficace au moment où l'enquête a été effectuée. Il faut que l'observateur extérieur établisse bien la distinction nécessaire entre le système d'administration en tant qu'élément d'une structure sociale et son fonctionnement réel en présence de problèmes donnés. Dans un compte rendu de ses études sur la structure de la famille

Tagalog, le professeur Bartlett Stoodley écrit :¹ "A cet égard, la routine administrative est un intéressant fétiche. Elle règne dans les bureaux mais pour le Philippin cette routine est un cérémonial qui démontre la position sociale. Cette démonstration faite, le fonctionnaire philippin est très capable d'oublier toute routine et de se mettre au travail en manifestant un sens étonnant des réalités."

27. Parmi les facteurs institutionnels qui interviennent dans le développement agricole, il faut mentionner les lois et les pratiques en matière de succession, l'attitude à l'égard des facilités de crédit rural et le régime foncier (Voir à ce sujet : "Les changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture" - Chapitre IV de "La situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture", 1957, rapport publié par la FAO). Le rapport annuel pour 1960 du Conseil économique et social interaméricain et l'Etude économique de la CEPAL pour l'Amérique latine, 1960, fournissent des estimations selon lesquelles, pour l'ensemble de l'Amérique latine, 3 à 8 % des propriétaires terriens possèdent 60 à 80 % des terres cultivables. Le Mexique (il y a quelques années), et Cuba (récemment) ont appliqué d'importantes réformes agraires que les participants au stage d'études connaissent certainement. On s'est aussi efforcé dans un certain nombre de pays de remédier à l'absence de crédit agricole en créant des banques agricoles spécialisées et en prévoyant des facilités de crédit avec garantie de l'état. Toutefois, l'utilisation de ces facilités de crédit a donné lieu à des difficultés de caractère social. L'incertitude quant aux limites des terres ou aux droits fonciers, la complication des procédures juridiques, les questions de juridiction, l'analphabétisme des agriculteurs et des pêcheurs, sont autant d'éléments qui, avec l'absence d'une tradition en matière de crédit à la production, tendent à empêcher que les résultats soient satisfaisants. Malheureusement, la recherche n'offre actuellement guère d'indications concernant les conséquences économiques et sociales des diverses formes d'une évolution institutionnelle de cette nature.

28. Pour faciliter l'élaboration et l'exécution de larges programmes de développement technique entraînant un changement social, il convient d'étudier la structure de base de l'administration locale et du système institutionnel dans les régions intéressées, ainsi que la nécessité d'une telle amélioration et de l'adoption de projets de développement communautaire. Deux catégories d'études comparatives s'imposent à cet égard. La première porterait sur les effets des divers types d'administration à l'échelon local sur le programme ; la deuxième indiquerait comment l'évolution institutionnelle et l'évolution sociale doivent s'imbriquer pour que les programmes élaborés à l'échelon national ou régional deviennent vraiment efficaces lorsqu'ils atteignent le village.

29. Nous sommes ainsi amenés à considérer directement le problème. L'amélioration des techniques de production ne résout qu'une partie des difficultés dues à la pauvreté des régions économiquement sous-développées ; pour résoudre une autre partie de ces difficultés nous devons nous adresser aux institutions. Les institutions sont des moyens que les hommes mettent en oeuvre pour que la structure de la société demeure efficace et aussi, dans certains cas, pour que les changements se fassent sans heurts. Les institutions sont nationales, régionales ou locales, et elles ont été délibérément créées pour répondre à des buts

1. "American Anthropologist", avril 1957.

précis. On peut donc les modifier délibérément pour qu'elles répondent à d'autres buts. Mais à l'échelon du village, l'évolution sociale est conditionnée par le fonctionnement d'une organisation sociale d'un autre type, la collectivité, qui résulte probablement d'une évolution à la fois consciente et inconsciente, mais est sans aucun doute une entité d'une extrême complexité. S'occuper de la collectivité sans bien comprendre ce qu'elle est c'est aller au-devant de l'échec et au cours des âges, bien des décisions de caractère institutionnel et administratif ont péri sur la route qui va de la capitale au village. Nous allons donc étudier "la collectivité".

La collectivité : éducation et évolution sociale

30. Puisque l'objet de la sociologie est l'étude de l'homme dans ses rapports sociaux avec les autres hommes, c'est aux sociologues qu'il faut demander quelle est la nature de la "collectivité".

31. La sociologie actuelle définit la collectivité comme étant une forme d'organisation sociale, un processus, une structure, un système de relations sociales ou une série de tels systèmes reliés entre eux : on a beaucoup écrit à ce sujet et point n'est besoin de répéter ici ce qui a été dit. Le mot "système" présente certains avantages, particulièrement lorsqu'il s'agit des conditions existant dans les campagnes, parce qu'il suggère que les différents facteurs agissent l'un sur l'autre¹.

32. Un sociologue serait tenté de penser que dans toute recherche la première tâche serait de dresser une espèce de carte sociologique de la région à l'intention des organisations qui sont appelées à agir, mais il faut admettre que pour dresser cette carte, on doit disposer de plus de temps et de ressources que n'en ont les organismes intéressés. Le mieux serait plutôt de réunir des faits et de les analyser en vue de résoudre des problèmes précis, et aussi de contribuer à formuler les hypothèses sur lesquelles se fondent les politiques et à les vérifier. Pour cela, il faut entreprendre des enquêtes sociales et des études sur les collectivités et procéder à des évaluations. Néanmoins, un certain nombre des notions et des méthodes découlant des recherches sociologiques fondamentales doivent être utilisées puisque, même pour les études les plus empiriques, on ne saurait se passer d'un cadre de notions abstraites.

33. On connaît peu de choses de façon certaine sur le processus qui, à un moment donné, fait éclore une collectivité et lui donne une forme et un type d'organisation particuliers. On connaît mieux ce qui se passe lorsque des collectivités disparaissent. Il en est de même dans les sciences physiques. On connaît suffisamment l'atome pour le dissocier en ses divers éléments mais non pour le constituer. Les collectivités qui se dissocient sont des "problèmes", tandis que le développement sain des collectivités est considéré comme un phénomène normal et il est moins probable qu'on l'étudie. Les études consacrées aux collectivités qui se dissocient montrent, qu'en général, les collectivités

1. Pour la liste détaillée et le classement des définitions de la "collectivité" voir Rural Sociology, juin 1955. George A. Hilery, Jr. Voir aussi International Social Science Bulletin No 2, 1957 "Social Change in Poland" p. 206. Dr Galeski. "Un village est plus qu'un groupe de fermes, c'est une entité sociale précise. Tout village a un certain nombre de caractéristiques - territoriales, ethniques, culturelles - qui en font une entité..."

qui disparaissent, bien qu'elles réagissent différemment selon la cause de la dislocation, ne se divisent pas en un certain nombre d'individus agissant chacun isolément, mais en une série de groupes et de "factions" primaires. Pour faire mieux comprendre les forces constructives qui conduisent à l'aménagement des collectivités, nous devons découvrir le processus qui fait que ces groupes ou "factions" se subliment pour constituer des formes plus complexes d'organisation sociale.

34. Pour cela, il nous faut constituer deux cadres de référence principaux :

- (1) une espèce d'échelle permettant de classer ou de distinguer les différents stades de l'évolution des collectivités ;
- (2) une série d'indicateurs se rapportant aux causes du déplacement le long de l'échelle, qui feront comprendre quels sont les facteurs essentiels de l'évolution et en quoi elle consiste.

35. Un cadre de référence comme le premier peut être établi par la méthode scientifique normale, consistant à constituer à la suite d'observations deux types idéaux et à concevoir une série de stades intermédiaires formant échelle. Nul ne s'imaginera que les types idéaux existent - ils sont définis l'un par rapport à l'autre et non isolément - et point n'est besoin de supposer, pour se servir de l'échelle, qu'elle peut englober tous les aspects de l'évolution.

36. Le cadre de référence le mieux connu de cette espèce est ce que l'on a appelé le "Gemeinschaft Gesellschaft continuum" (série continue de collectivité-société) dont l'origine se trouve dans l'ouvrage de Tönnies. Si l'on a conservé la désignation originale allemande, c'est parce que le lexique courant de la plupart des langues ne contient pas ces notions¹. Les organisations ou systèmes sociaux proches du pôle Gemeinschaft du continuum sont définis comme étant des groupements spontanés qui, avec le temps, prennent un caractère traditionnel, émotif ou "sacré". Dans ces groupements, les objectifs ne peuvent souvent pas être dissociés des moyens, et les relations intérieures ont une qualité intrinsèque propre comme dans le clan, le club ou la famille. Au pôle Gesellschaft, l'organisation est rationnelle et non spontanée, profane et non sacrée. Les relations entre les individus qui composent le groupe ne sont pas en soi essentiellement des objectifs, mais bien les moyens d'atteindre les objectifs, comme dans le cas du personnel d'une usine ou des actionnaires d'une société. A l'un des pôles, on a la collectivité de village, étroitement imbriquée, où se manifeste un vif sentiment de solidarité locale et de respect de la tradition ; à l'autre pôle, on a la ville moderne, où les ouvriers vivent dans des communes dortoirs et n'ont guère entre eux de contacts qu'en tant que contribuables et voisins. Dans ces cas, ville et commune dortoir tendent à être des organismes contractuels du type Gesellschaft et l'élément Gemeinschaft ou "familial" tend à disparaître. Il est possible de construire une échelle de caractéristiques reliant ces deux pôles.

1. On peut citer d'autres cadres de référence : le mouvement du "sacré" au "profane" (Durkheim), du "mécanique" à l'"organique" (Durkheim), du "familial" au "contractuel" (Sorokine), du "populaire" au "civilisé" (Redford), de l'"état de fait" au "contrat" (Maine).

37. Le deuxième cadre de référence est constitué par les facteurs essentiels de l'évolution. Ce cadre, qui varie selon les collectivités, contiendra probablement toujours les éléments suivants : la façon dont la population est répartie sur les terres et la nature et la répartition des droits de propriété, la vigueur des liens du groupe et des coutumes locales, la structure des classes, la nature et la vigueur des institutions domestiques, éducatives et gouvernementales.
38. Nous pouvons prendre aussi une autre formule de cadre de référence, celle que donne le professeur Charles Loomis dans son ouvrage récent intitulé "Rural Sociology - the strategy of social change". Il a choisi huit éléments dans lesquels il voit les caractéristiques clefs des systèmes sociaux ruraux. Ce sont : les fins communes ou les objectifs communs qui cimentent la collectivité, les normes de comportement qui sont communes aux membres de la collectivité, le rôle et la position que la collectivité attribue à chacun de ses membres, les sources du pouvoir, l'attitude au regard du rang social, les sanctions que la collectivité impose à ses membres, les services qu'elle leur offre et la mesure dans laquelle la collectivité constitue une unité territoriale.
39. Quelle que soit la formule adoptée, elle vise à déterminer les facteurs principaux qui font de la collectivité l'entité qu'elle est ou lui donnent le système qu'elle applique et qui, par conséquent, se modifient à mesure que la collectivité se meut le long d'une échelle ou continuum dans des conditions normales de développement spontané. L'action visant à influencer sur l'évolution sociale doit tenir compte de ces éléments clefs et le professeur Loomis estime que quatre processus principaux sont en cause, qu'il appelle la communication, la prise des décisions, le maintien des limites et les liens socio-culturels.
40. La "communication" est, cela va de soi, un instrument de changement, mais son processus est complexe et souvent imprévisible. Non seulement le changement doit être communiqué, mais il faut aussi l'amener à prendre racine. Il le fera plus facilement s'il est auto-inspiré, ou tout au moins s'il paraît émaner de la personne qui y est soumise. De là vient que tout le processus de la "prise des décisions" dans la collectivité est un facteur essentiel du changement. Dans ces deux processus s'insère l'action concernant l'enseignement, les groupes de discussion, les coopératives et l'autonomie locale.
41. Le "maintien des limites" est lui aussi évident, mais la question des liens socio-culturels est extrêmement délicate. C'est par la culture qu'une collectivité se distingue des autres, et son organisation culturelle constitue normalement un tout. Le problème des répercussions se pose donc au départ, et, au cours des dernières années, on a eu de nombreux exemples de changements provoqués qui ont eu des effets inattendus, parce que des liens culturels insoupçonnés n'avaient pas été pris en considération.
42. Le mouvement le long de cette deuxième échelle que nous venons de décrire n'est pas automatique : il ne se produit pas nécessairement dans une seule direction et n'est pas forcément irréversible. Les collectivités peuvent rester immobiles en des points donnés, ou évoluer différemment à des moments différents. De plus, le mouvement n'a pas une allure uniforme. A de nombreux signes, on constate qu'en certains points les causes agissent en chaîne, ce qui permet au

processus de développement/¹ d'aborder un nouveau stade à une allure différente. Cette notion se reflète dans l'expression "le point de décollage", qui a surtout été utilisée par le professeur Rostov et qui a influé sur le développement communautaire en Inde ; "franchir le dos d'âne" est une autre expression imagée. Tous les éléments de ce cadre sont des systèmes ou des institutions qui, étant créés par l'homme, peuvent se modifier et qui, d'ailleurs, changent constamment en raison de leur action mutuelle.

43. Dans la présente section, nous avons d'abord examiné deux cadres de référence : le premier est une échelle descriptive montrant que les collectivités vont du type "Gemeinschaft" au type "Gesellschaft" ; le deuxième consiste en une série d'indicateurs dynamiques, relatifs aux facteurs essentiels du déplacement le long de l'échelle des collectivités. Nous avons pris pour troisième cadre de référence l'indice des niveaux de vie de l'Organisation des Nations Unies en tant que critère général de l'opportunité du changement. Il s'ensuit que la tâche des organismes d'action est, en théorie, d'agir sur les éléments de la série d'indicateurs, de manière à équilibrer l'avance sur la première et sur la troisième échelle, et de manière aussi que, lorsque des écarts se produisent, la préférence soit donnée à la troisième (indice).

44. Il nous faut franchir le dernier pas sur la route qui nous a mené du contexte économique au cadre institutionnel et sociologique, et en venir à l'individu. Tous les facteurs étudiés jusqu'ici ont trait aux activités de groupe, puisque nous nous sommes attachés aux phénomènes sociaux et particulièrement à la collectivité. Mais l'homme est une entité individuelle autant que sociale, et c'est le désir de l'individu de maintenir le statu quo ou, au contraire, de le modifier, qui est au coeur du problème consistant à provoquer l'évolution sociale. Les théories sociologiques et psychologiques n'accordent pas toutes la même importance au rôle de l'individu. Certaines considèrent que ses attitudes, ses convictions et ses coutumes sont "déterminées par la culture" presque à tout moment, en ce sens qu'elles sont obligatoirement le reflet de celles qui sont propres à son milieu culturel ou sous-culturel ; ses opinions sur la monogamie ou la polygamie, par exemple, ou la valeur qu'il attache aux deux termes de l'alternative travail-loisirs, dépendent du milieu où il vit et non de son raisonnement personnel. Certaines théories psychologiques récentes (on pense surtout à la "Gestalt Psychologie" et à son aboutissement, la dynamique de groupe) mettent l'accent sur les modes de perception et de réaction, et non plus sur les conceptions traditionnelles de la relation sujet-objet. D'autres conservent la notion de la motivation primaire de l'individu et voient en lui l'arbitre final ; elles soulignent sa capacité d'amener des changements, et plus particulièrement l'influence de l'individu novateur et de l'individu "déviant".

45. Quel que soit le jugement que l'on porte sur ces théories, on constate que, du point de vue de l'évolution sociale, les individus peuvent se répartir en trois catégories. La première catégorie comprend les individus qui s'identifient au milieu culturel au point que non seulement ils en observent les traditions et les normes, mais font pression sur les autres pour qu'ils les respectent également. A la deuxième catégorie appartiennent les individus qui

1. Voir pour l'étude de ce processus, l'annexe de l'ouvrage "The American Dilemma" de Gunnar Myrdal.

respectent extérieurement, par commodité, les traditions et les normes, mais accepteraient des changements s'ils pouvaient en retirer honneur et profit. La troisième catégorie comprend les individus qui proposent et favorisent les changements en cours dans la collectivité. Dans une région relativement statique, ces changements peuvent être de portée restreinte, et ces individus peu nombreux. Mais il est probable qu'il s'en trouve dans presque toutes les collectivités. On peut les diviser en deux groupes. Font partie du premier, les individus qui sont parfaitement intégrés à la collectivité, qui y sont respectés, qui se conforment dans une large mesure aux normes et sont jugés par les autres membres comme ayant réussi. Ce sont des novateurs, mais non des "déviant". Le deuxième groupe comprend les "déviant", c'est-à-dire les individus qui, pour diverses raisons, ne s'intègrent pas à la collectivité, et que leur esprit novateur amène à rejeter ouvertement les normes et les croyances de celle-ci. Il apparaît clairement que ce sont les individus de la deuxième catégorie et ceux du premier groupe de la troisième catégorie qui sont les meilleurs artisans du développement communautaire puisque, contrairement à ceux de la première catégorie, ils n'ont pas de raison fondamentale de s'opposer aux changements et que, contrairement à ceux du deuxième groupe de la troisième catégorie, ils n'encouragent pas une telle opposition en ayant l'air de braver les normes locales.

46. En résumé nous pouvons conclure que les causes psychologiques des mobiles, des croyances et des attitudes, quelle que soit la façon dont on les explique, conditionnent dans une très grande mesure les possibilités de changement social lorsqu'elles s'ajoutent à la connaissance des possibilités de changement et des ressources qu'offre la coopération. Nous sommes amenés ainsi à considérer le rôle du système d'enseignement - le moyen le plus puissant dont disposent les sociétés à la fois pour préserver leur culture et leurs traditions et pour favoriser l'évolution sociale.

47. L'éducation exerce de différentes façons une influence directe sur la vie rurale d'un pays. En premier lieu, elle permet la constitution d'un fonds général de connaissances qui, appliquées aux ressources naturelles, sont productrices de richesse humaine. En second lieu, elle assure la formation de la main-d'oeuvre spécialisée indispensable à l'agriculture, grâce aux services de vulgarisation agricole, à la formation professionnelle et à l'enseignement supérieur. Enfin, elle rend possible la découverte de nouvelles techniques et méthodes de travail (ou l'adoption de techniques et méthodes étrangères) et leur diffusion dans la collectivité.

48. L'éducation, si elle est bien orientée, peut également exercer une puissante influence indirecte. Elle tend à créer une mobilité sociale et à favoriser l'intégration nationale. Elle aide les éléments les moins privilégiés de la collectivité à acquérir le sentiment d'appartenir à celle-ci et à intégrer leurs propres objectifs aux objectifs nationaux. Elle accroît dans tout le pays la mobilité sociale et contribue à la création d'une classe moyenne apte à favoriser des formes stables de gouvernement démocratique et un esprit d'entreprise et de solidarité nationale. Elle tend également à développer la compréhension internationale. Surtout, du point de vue des conditions de la vie rurale, elle doit être considérée comme un facteur économique essentiel - à côté des autres composantes de la fonction de production, comme il est montré aux paragraphes 17 et 18 ci-dessus - de l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire de l'élévation du niveau de vie, compte tenu de l'accroissement démographique.

49. Il n'existe pas de statistiques complètes pour tous les pays dont s'occupe le stage d'études. Le tableau ci-après donne les chiffres les plus récents concernant les effectifs scolaires et le pourcentage du revenu national consacré à l'enseignement public.

Taux de scolarisation dans l'enseignement du premier et du second degré dans les pays d'Amérique centrale vers 1950 et 1960, et pourcentage du revenu national consacré aux dépenses d'enseignement au cours d'une année récente

Pays	Taux de scolarisation/ ¹ dans les groupes d'âge de 5 à 14 ans et de 15 à 19 ans, ajusté en fonction de la durée des études primaires et secondaires				Dépenses publiques/ ¹ afférentes à l'enseignement, en pourcentage du revenu national au cours d'une année récente
	Premier degré		Second degré		
	1950	1960	1950	1960	
Costa Rica	82,4	100,0	7,5	27,9	...
Cuba	81,7	87,9	7,2	11,2	3,5
Guatemala	37,2	46,2	6,9	6,1	2,3/ ¹
Haïti	24,9	40,1	1,9	2,8	...
Honduras	36,0	55,1	2,8	6,4	...
Jamaïque	85,1	86,2	3,9	7,5	...
Mexique	65,5	86,1	4,3	9,4	1,8
Nicaragua	40,4	59,7	6,7	4,5	...
Panama	89,9	96,1	20,0	28,0	4,0
Porto-Rico	100,0	100,0	31,0	7,4/ ²
République Dominicaine	66,6	100,0	6,2	6,0	...
Salvador	51,0	81,3	4,3	12,5	...
Trinité, Tobago	100,0	100,0	11,5	16,7	2,8

1. Données recueillies par la Division de statistique de l'Unesco.
2. Y compris les subventions du Gouvernement fédéral.

50. La recherche sur le rôle de l'enseignement dans le développement économique et social prend de l'extension mais elle en est encore à ses débuts. On a toujours su qu'il existe une étroite corrélation entre l'ignorance et la pauvreté, comme l'exprime la sagesse des nations dans l'adage italien "Chi non studia porta". L'enquête effectuée par le professeur Oscar Lewis dans une zone de taudis de la banlieue de Mexico où vivent des immigrants ruraux montre qu'il existe "une nette corrélation entre l'éducation et le revenu ; les membres du groupe à revenu supérieur de l'échantillon ont fait environ une année d'études de plus que ceux de la fraction supérieure du groupe à revenu moyen et environ une année et demie de plus que ceux de la fraction inférieure du groupe moyen et que ceux du groupe inférieur". Dans une collectivité pauvre, l'éducation est un facteur si décisif d'élévation du revenu que le plus modeste supplément d'instruction primaire permet à ceux qui en ont bénéficié d'avoir un revenu supérieur à celui des autres. Le Centre d'éducation de base de l'Unesco (CREFAL) a fait la même constatation. D'après des données relatives aux Etats-Unis d'Amérique, le bénéfice que retire un individu de son éducation représente un taux d'intérêt d'environ 15 % par an. Ce taux est de 11 % si l'on tient compte des dépenses publiques. Ces chiffres se rapportent à une société hautement développée du point de vue économique, mais le bénéfice serait probablement du même ordre, voire supérieur, dans le cas d'un pays moins développé. Les investissements en faveur de l'enseignement qui ont pour effet de faire passer une population du niveau de l'économie de subsistance à celui de l'économie monétaire sont également d'une haute rentabilité.

51. Malheureusement il ne suffit pas de disposer d'un instrument riche en possibilités. Encore faut-il le faire servir à des fins productives, et, comme dans le cas des autres facteurs de la production, son utilisation doit être étudiée sur place. Les circonstances mises en lumière ne sont pas entièrement favorables. Trop souvent, les écoles sont trop éloignées du domicile des élèves, l'absentéisme est courant, la durée de la scolarité est trop brève pour que l'enseignement exerce une influence durable, le matériel de lecture nécessaire pour compléter l'enseignement scolaire ou les campagnes d'alphabétisation fait défaut, les programmes d'études sont périmés et ne sont pas orientés dans un sens productif. C'est là un domaine qui offre de grandes possibilités d'avenir pour les applications de la recherche si l'enseignement est conçu de façon à répondre à des besoins scientifiquement établis tout en continuant, bien entendu, à contribuer sur le plan culturel à l'enrichissement de la vie des individus et de la société.

En association avec l'enseignement, les moyens de grande information peuvent aussi être utilisés pour la diffusion de l'instruction. A ce point de vue non plus, la situation des pays de la région considérée n'est pas entièrement satisfaisante. Les moyens d'information (presse, radio, etc.) se développent, mais les possibilités qu'ils offrent de contribuer au progrès économique et social dans les régions rurales demeurent encore dans une large mesure inexploitées.

III. CHOIX DE METHODES ET DE THEMES POUR LA RECHERCHE SOCIALE

52. Si les recherches de base et appliquées décrites dans la première partie de ce document sont entreprises, l'administration sera en mesure de mieux connaître les régions où les programmes de développement technique donneront probablement les meilleurs résultats du fait de l'interaction des ressources

économiques et sociales ; celles où il faut exécuter des projets limités, centrés sur des activités bien déterminées ; celles où les liens de la collectivité doivent être "desserrés" ou "relâchés"; celles où l'action de groupe et la direction locale doivent être renforcées ; celles où les progrès dépendent de changements d'ordre juridique et institutionnel ; celles où il convient de prendre des mesures agricoles particulières, notamment en matière d'irrigation et de mise en valeur, de redistribution des terres, de transformation des modes de production ou des techniques ; celles où il faut créer des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire, et notamment de petites industries et des organisations de vente ; enfin, celles qui ne pourront progresser qu'à condition d'associer très largement plusieurs des mesures précitées avec un programme général d'éducation et de protection de la famille, de façon à créer l'infrastructure sociale et les stimulants nécessaires au développement/¹.

53. L'importance des recherches nécessaires dépendra de l'ampleur des effets que le programme de développement technique doit avoir sur les conditions de vie et la structure sociale. Il faut donc se demander si les transformations techniques affecteront uniquement certaines activités de production ou si elles aboutiront à une modification profonde des bases mêmes de la production qui influera sur le mode de vie de la collectivité et entraînera, par exemple, le passage de l'agriculture extensive à l'agriculture intensive, de la monoculture à la polyculture, du fermage ou du travail agricole à la propriété, du village aux exploitations isolées, et de l'agriculture à l'industrie, ou permettra la mise en valeur de nouvelles régions. On trouvera dans l'annexe au présent document une liste des questions dont il faut tenir compte lors du lancement de nouveaux projets de développement.

La méthode anthropologique

54. L'anthropologie sociale étudie l'homme dans son cadre culturel, la structure de son système social et les relations fonctionnelles qui existent entre les différents éléments de ce système. L'anthropologue est donc spécialement qualifié pour étudier et évaluer les effets des transformations techniques qui affectent certains aspects particuliers de cette structure. La méthode anthropologique, fondée essentiellement sur la connaissance directe et approfondie des conditions locales, convient particulièrement bien pour l'étude de collectivités paysannes ou tribales isolées. Dans le cas de collectivités plus importantes, où interviennent un plus grand nombre de facteurs humains et de variables sociales, il semble que les méthodes d'enquête par sondage employées en sociologie et en psychologie sociale constituent pour l'administrateur des instruments de travail plus efficaces. Cependant, les anthropologues utilisent aussi les techniques communes à toutes les sciences sociales : interviews dirigées ou non, questionnaires, analyses du rôle et de la position sociale, analyses du contenu, etc. Il n'existe donc pas de principe absolu qui permette de déterminer s'il convient, dans tel ou tel cas particulier, de faire appel à un anthropologue ou à un sociologue ; les méthodes mises au point par les anthropologues pour l'étude des tribus primitives sont aujourd'hui appliquées à l'étude des conditions de travail en usine ou à celle du comportement dans les collectivités hautement développées. En fait, de plus en

1. Pour un exposé complet des besoins de la recherche sociale, en liaison avec l'élaboration et l'administration de programmes de développement. Voir Hernan Santa Cruz.

plus, la distinction entre la sociologie, la psychologie et l'anthropologie sociale se réduit à des nuances.

55. Au Mexique et en Amérique centrale, le rôle de l'anthropologie sociale a été et doit rester essentiel, en raison de l'importance des populations indigènes dans cette région. Ces populations parlent de nombreuses langues différentes et possèdent des traditions et des coutumes complexes et différenciées ; seule une étude approfondie et attentive peut permettre de comprendre et de résoudre leurs problèmes. Les travaux des Instituts d'affaires indigènes du Mexique et du Guatemala méritent à cet égard une mention spéciale.
56. L'Institut d'affaires indigènes du Mexique présentera un document au stage d'études. Il suffit de mentionner ici l'étude anthropologique de l'Ixcatlan ancien et moderne qui a été effectuée sous la direction du docteur Aguirre Beltrán, dans le cadre d'un projet de l'Unesco concernant l'influence des facteurs socio-culturels sur la productivité. Cette étude met en lumière les différences entre deux communautés, dont l'une a conservé son mode de vie ancien et l'autre a été transplantée pour permettre la construction d'un barrage. Les intéressants résultats de cette étude ne peuvent être tous exposés ici, mais la conclusion est importante : "L'introduction de la technique moderne dans cette région tropicale a bouleversé l'ordre écologique ancien et la structure sociale correspondante ; elle a provoqué dans les attitudes des indigènes des changements qui ont accéléré à tous égards le processus d'assimilation, particulièrement du point de vue de la productivité. Ce changement fondamental d'attitude est lié à la promotion sociale du paysan indigène. Installé sur une nouvelle terre, celui-ci n'était plus en situation d'infériorité et avait accédé à l'égalité sociale avec la population nationale. Le transfert de population a joué un rôle décisif dans cette transformation ; il a été à l'origine imposé par le Gouvernement, par la suite, la nouvelle communauté a pu poursuivre librement son évolution".
57. Il est intéressant de citer, à titre de comparaison, un exemple pris en Europe. Dans le numéro de mars 1957 de "Rural Sociology", Margaret Vine a étudié l'évolution sociale d'une collectivité d'une vallée norvégienne. Elle écrit : "pratiquement coupée des autres, cette collectivité est devenue une "société sacrée" possédant un système de valeurs presque imperméable qui résiste au changement social... Depuis 1920 environ, lorsque les communications se sont améliorées, on a doté la population, contre son gré, d'installations électriques, d'établissements scolaires, de routes et de services administratifs. Comme son système de valeurs n'encourage pas l'évolution, la population ne souhaitait pas ces nouveautés et elle n'en a pas fait entièrement usage... Il s'ensuit qu'elle n'emploie pas de machines agricoles bien qu'elle sache qu'il en existe, et qu'elle ne désire pas particulièrement posséder des appareils électriques, bien qu'ils permettent d'économiser de la main-d'oeuvre et que l'électricité soit fournie à bas prix ; elle ne désire pas acheter sa nourriture et des vêtements (au lieu de les produire elle-même) bien que les magasins locaux en vendent". Margaret Vine écrit plus loin : "l'un des facteurs importants de changement social est une force extérieure - le Gouvernement norvégien". Elle explique qu'il n'y a guère d'autre facteur d'évolution sociale que l'action du Gouvernement.

Les enquêtes sociales et les études sur les collectivités

58. Les enquêtes sociales et les études sur les collectivités sont deux moyens importants dont dispose la recherche appliquée. Il importe de préciser ici ce que l'on entend par ces expressions. Par études sur les collectivités, nous entendons des enquêtes sur le terrain, de portée assez vaste et touchant aux aspects principaux de la vie des collectivités ; par enquêtes sociales, des enquêtes particulières organisées à l'échelon national ou local, en vue de recueillir et d'analyser des données concernant des aspects et des effets particuliers de l'action administrative. La nature et la portée de ces enquêtes et les techniques à utiliser sont très bien exposées sous une forme simple dans l'ouvrage "Fact Finding with Rural People", publié par la FAO, et point n'est besoin de les décrire en détail ici/¹.

59. Les enquêtes sociales et les études sur les collectivités peuvent permettre à l'administrateur public : a) de découvrir par quelles méthodes et à quel stade il convient d'appliquer tel ou tel programme particulier ; b) d'encourager la direction locale et l'action de groupe ; c) de favoriser la communication et la diffusion des idées nouvelles.

60. Parmi les questions relatives aux points a) et b) les enquêtes sociales permettent notamment de préciser :

(1) Le rôle de différents individus, groupes et institutions de la région (il est évident que des changements peuvent être apportés plus facilement s'il est tenu compte des rapports qui existent entre ces rôles).

(2) La structure du pouvoir, ainsi que la position respective et les responsabilités des divers détenteurs du pouvoir. (La source du pouvoir peut être extérieure à la collectivité, et à l'échelon local il peut s'agir simplement de fonctions de transmission et d'exécution.)

(3) L'intérêt et les avantages qui s'attachent au maintien du statu quo ou, à l'inverse, au changement ou au développement. (Cet intérêt et ces avantages dépendent normalement des rôles et des systèmes de pouvoir, mais ils peuvent aussi ne pas en dépendre).

(4) Les coutumes et les normes de conduite des individus et des groupes. (Elles peuvent être conditionnées par le rôle et le pouvoir exercés et les avantages obtenus et y être intimement liées. Mais elles peuvent aussi en être indépendantes et avoir des causes profondes de nature historique, écologique ou biologique.)

Ces divers facteurs peuvent comporter certains éléments qui renforcent la résistance au changement, et d'autres qui constituent une base pour l'amélioration du développement communautaire. L'étude de ces divers éléments peut aider à l'exécution des programmes.

61. Au sujet du point c), il convient de noter qu'il s'agit non seulement de trouver le meilleur moyen de stimuler l'action des facteurs de développement, mais aussi d'établir des voies appropriées de transmission afin que la politique

1. Voir aussi J.L. Lebret "Guide pratique de l'enquête sociale", Paris, Presses universitaires de France, et M.G. Smith et G.J. Kruijer "A Sociological Manual for extension workers in the Caribbean". Extra-Mural Department, University College of the West Indies, Jamaica 1957.

arrêtée ne soit pas modifiée lorsqu'elle atteint la personne à laquelle elle doit s'appliquer. (La modification peut être consciente ou inconsciente lorsque les motifs des intermédiaires ne sont pas les mêmes que ceux de l'auteur des mesures ou de celui qui en fait l'objet.)

62. Les mêmes considérations s'appliquent en ce qui concerne l'acceptation des programmes. La personne sur laquelle s'exerce l'action réagira différemment selon qu'elle se sent elle-même un agent et prend une part active à l'application des mesures arrêtées, ou qu'elle se considère comme un bénéficiaire passif. Cela est vrai aussi jusqu'à un certain point de la recherche appliquée. On a entrepris des enquêtes et des études auxquelles la collectivité intéressée a participé, non seulement comme bénéficiaire des recherches mais aussi comme agent. Une telle méthode permet d'obtenir l'acceptation des résultats de la recherche, mais elle diminue la précision scientifique et l'objectivité de ces résultats lorsque des problèmes sociaux sont en jeu, car il est difficile d'enquêter sur soi, même pour des spécialistes. La participation pose un problème crucial au niveau de l'exécution, et des enquêteurs spécialisés peuvent faciliter le choix entre différentes méthodes d'action en procédant à des expériences scientifiques contrôlées de portée restreinte. Aux Etats-Unis, on a procédé à une expérience¹ sur l'efficacité respective de l'enseignement individuel ou des causeries, d'une part, et des discussions de groupe, d'autre part. Il s'agissait de faire adopter de nouvelles méthodes d'alimentation des enfants. Après l'essai et la comparaison des deux méthodes, on a trouvé que les discussions de groupes donnent des résultats bien meilleurs que l'enseignement individuel ou les causeries. Des expériences de ce type, qui reposent sur des principes scientifiques et économiques, peuvent aider les organismes d'action dans le choix de leurs méthodes de travail.

L'étude des attitudes et les expériences sur l'organisation et la direction de groupes

63. Jusqu'ici, nous avons surtout examiné l'aide que l'on peut apporter aux organismes d'action en leur indiquant les points où doit s'appliquer cette action pour opérer des changements sociaux dans une collectivité et les problèmes qui sont liés à la communication et à l'acceptation des idées nouvelles. Or, il est souhaitable aussi de disposer de moyens pour rechercher les croyances et les attitudes qui influent sur le raisonnement des individus et des collectivités, et en particulier, pour reconnaître la nature des processus psychologiques qui conduisent les populations à prendre des initiatives en commun. Dans les collectivités rurales, il importe particulièrement de prendre en considération les croyances religieuses, l'attitude envers le travail ou le loisir en tant que fins en soi, l'attitude envers l'épargne et le rôle du facteur temps dans le choix entre différents modes d'action, l'attitude envers l'autorité, l'attitude des parents envers leurs enfants et l'attitude réciproque des parents ainsi que leurs aspirations, l'attitude envers différents types de travail ou d'activité, etc.

1. Voir Cartwright and Zander, *Group Dynamics : Research and Theory*, p. 294 (Row, Peterson and Co., New York).

64. Il existe des techniques qui ont fait leurs preuves pour étudier ces attitudes et pour les classer par ordre d'importance en vue de l'exécution de programmes particuliers. On a aussi beaucoup avancé dans l'étude des moyens de modifier les attitudes et on sait que les entreprises de publicité ont retiré de grandes avantages commerciaux de cet aspect particulier de la recherche sociale. Dans le domaine du développement communautaire, des recherches d'une grande valeur ont été entreprises sur la dynamique de l'action de groupes et de la direction de groupes. C'est surtout Kurt Lewin, aux Etats-Unis, qui a procédé à des expériences dans ce domaine (Voir aussi R. Lippitt : "An experimental Study of Democratic and Authoritarian Group Atmospheres" in "Studies in Topological and Vector Psychology", Iowa, 1940, Vol. I, n° 3.)

65. Un intéressant exemple de la façon dont les méthodes des sciences sociales sont utilisées pour découvrir les leaders se trouve dans l'article de M. Marcel de Clerck "Comment découvrir les leaders fonctionnels" ("Education de base et éducation des adultes", avril 1954, publié par l'Unesco). M. de Clerck analyse la situation à Las Delicias, près de Sitio del Niño (Salvador), en utilisant les techniques du sociogramme mises au point par J.L. Moreno et son école.

66. Pour prendre encore une fois l'exemple d'une autre région, David E. Lindstrom¹ a effectué une intéressante étude sociologique sur la diffusion de nouvelles méthodes agricoles au Japon : il a mesuré à l'aide de tests les attitudes à l'égard des quatre principales méthodes recommandées, ainsi que le degré de diffusion de ces méthodes. Il a abouti aux conclusions suivantes : "Si, dans un pays appelé à bénéficier de l'assistance technique, les services d'extension agricole appliquent le principe que les gens ne doivent pas être contraints à agir contre leur gré, il est évident que les nouvelles méthodes ne seront adoptées que dans la mesure où les intéressés en comprennent l'importance, les voient appliquées avec succès et en aperçoivent distinctement les avantages. Autrement dit, si les moyens d'information peuvent servir à préparer les esprits à l'adoption de nouvelles méthodes, l'influence déterminante à cet égard sera celle que pourront exercer, sur le plan local, des agents capables d'inspirer et de mériter la confiance, et d'amener les membres influents de la collectivité à expérimenter et à appliquer ces méthodes. La compétence technique est importante, mais elle ne suffit pas ; il faut que les agents sachent analyser la situation sociale locale et soient aptes à travailler avec les gens et les groupes dont ils font partie".

L'évaluation

67. Pour l'évaluation, on fait de plus en plus usage des sciences sociales. Les techniques employées sont très diverses : recherches de base, études sur les collectivités et enquêtes sociales, études de cas, détermination d'échelles des attitudes, appréciation des réactions aux campagnes de propagande, étude des réactions de certains groupes à divers types de programmes par comparaison avec des groupes "de contrôle" ou de groupes non affectés par ces programmes.

1. Rural Sociology, vol. 23, juin 1958, No. 2.

68. Normalement, l'évaluation se présente sous trois formes, selon qu'elle intervient avant, pendant ou après l'exécution du projet. La première forme porte sur le choix et la préparation du projet, la deuxième forme, sur les effets et l'orientation du projet et sur les changements à apporter à son organisation et à son administration. L'idéal serait que cette forme d'évaluation s'intègre au projet, de façon à avoir le même effet qu'un gyroscope maintenant un appareil en équilibre. La troisième forme d'évaluation se ramène à une autopsie, et, si elle n'a guère d'utilité pour le projet disséqué lui-même, elle sert vraisemblablement à faciliter la mise en oeuvre de projets futurs.

69. Une autre constatation qu'il convient de faire, bien qu'elle soit assez évidente, est la suivante : il y a rarement lieu de procéder à l'évaluation pour elle-même. La valeur de nombreux projets ne fait aucun doute, et l'évaluation "en cours d'exécution", qui tend à être la plus coûteuse des trois formes d'évaluation, ne doit être utilisée que pour les projets importants ou les projets-pilotes et pour les cas compliqués et marginaux qui peuvent montrer l'orientation à donner à des travaux ultérieurs. Il faut ajouter que l'évaluation proprement dite, quelque efficace qu'elle soit, ne remplace pas l'appréciation qui doit précéder chaque décision : tout projet comporte une série de choix et d'opérations impliquant des appréciations qui ne sont jamais purement mécaniques.

70. L'"évaluation préalable" concerne le choix entre diverses possibilités, puisque, par définition, le projet n'est pas encore mis en oeuvre. Un tel choix exige notamment : une définition précise des objectifs à atteindre ; une comparaison du projet envisagé et de projets analogues antérieurs : l'étude du contexte économique social, institutionnel et administratif dans lequel s'insère le projet ; l'étude des rapports du projet avec d'autres projets mis en oeuvre dans la même région ; l'étude du rapport entre le coût et les efforts, d'une part, et les résultats escomptés, d'autre part, en fonction d'autres solutions possibles. Ici, ce sont les données fournies par les recherches de base, extrapolées le cas échéant, qui sont le plus importantes.

71. L'"évaluation en cours d'exécution" est grandement facilitée si on peut établir une "base de comparaison" en se fondant sur les résultats de recherches de base. Les données nécessaires peuvent déjà être disponibles, mais parfois il faudra les rassembler. Dans les deux cas, il faut veiller à réduire les éléments de comparaison au minimum compatible avec les exigences administratives et avec les ressources disponibles pour l'enregistrement indispensable des changements qui interviennent à mesure que l'exécution du projet avance. A cette fin, il est indispensable que l'on sache d'avance quelles sont les techniques à employer pour rassembler les renseignements et quels doivent être les intervalles entre les contrôles.

72. Puisque le problème que pose le développement rural consiste surtout à modifier le comportement social de la population, les techniques de la psychologie sociale conviennent particulièrement pour atteindre cet objectif, mais ce sont peut-être les techniques les moins connues et les moins répandues. Certains changements de la vie rurale sont assez faciles à mesurer (développement de la production agricole, accroissement des revenus des particuliers, diminution du taux de morbidité), si l'on dispose des moyens nécessaires pour rassembler les renseignements pertinents. Par contre, pour étudier les changements dans les attitudes et les mobiles de la population, il faut recourir à des

techniques plus nuancées et plus compliquées. En établissant une base de comparaison et en attribuant des cotes aux diverses pratiques, on peut mesurer l'effet de programmes et de campagnes particuliers sur le comportement de la population d'une collectivité. Les résultats sont parfois surprenants.

73. De plus, puisque les programmes dont nous nous occupons ici visent essentiellement à favoriser les changements et à les faire adopter par le plus de personnes possible, les méthodes d'enquête sociale sont un moyen utile de vérifier dans quelle mesure la population se trouve effectivement informée. Une étude entreprise par la Programme Evaluation Organisation de la Planning Commission du Gouvernement de l'Inde a donné des résultats très intéressants à cet égard. Alors qu'en moyenne 68 % des habitants des villages avaient entendu parler du projet dont leur région faisait l'objet, dans un village, 85 % des habitants n'en étaient pas informés. Les techniques utilisées pour cette enquête étaient en partie celles des enquêtes sociales et en partie celles des sondages de l'opinion publique.

74. D'autres formes d'évaluation relèvent davantage de la psychologie sociale. C'est le cas notamment des recherches concernant les moyens les plus efficaces de faire participer la population à l'exécution de projets ou de travaux communs. La plupart des études/¹ soulignent l'intérêt qu'il y a à faire participer la population intéressée à la discussion et aux décisions, et confirme l'opinion de Lord Lindsay selon laquelle "la cellule de base de la collectivité démocratique est le groupe de discussion".

IV. CONCLUSIONS : ORGANISATION DE LA RECHERCHE

75. Des recherches du genre de celles qui sont décrites ci-dessus sont de nature à assurer l'objectivité des jugements et l'utilisation de données vérifiables - ce qui peut grandement contribuer au succès des programmes de développement rural.

Il semble évident que les institutions de recherche et les universités pourraient accorder plus d'attention aux problèmes sociaux qui se posent dans les régions rurales. Elles pourraient notamment développer l'enseignement théorique et pratique dans ce domaine, susciter des thèses de doctorat consacrées à ces questions, favoriser des études sur place pendant les périodes de vacances, "adopter" des collectivités ou des villages particuliers pour en faire l'objet d'études suivies.

76. Au stade suivant, il s'agit de développer, à l'échelon national ou régional, les ressources disponibles pour la recherche. Diverses formes d'action sont possibles à cet égard. Dans les pays où les sciences sociales sont très développées, cette action s'exerce surtout par l'intermédiaire des universités. Dans les autres pays, on peut faire appel aux ressources de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions spécialisées, en particulier à celles du Département des sciences sociales de l'Unesco. Suivant la nature des besoins, divers types d'assistance peuvent être fournis : pour la création de nouvelles facultés dans les universités, pour l'organisation de recherches relevant de disciplines particulières, pour l'organisation de services de documentation et de bibliographie.

1. Voir Lippitt, "Training in Human Relations", Harper and Bros, New York, 1949.

77. Enfin, il faut former le personnel de recherche. Dans ce domaine encore, les organismes internationaux peuvent fournir une aide. Mais ce sont les gouvernements et les instituts de recherche des pays intéressés qui doivent assumer les principales responsabilités et c'est à eux qu'il incombe de prendre l'initiative, même s'ils ne disposent que de ressources limitées. C'est pourquoi il faut faire naître chez les spécialistes des sciences sociales intéressés un "sens de l'action pratique", et chez les administrateurs une "conscience des possibilités de la recherche". Il faut que chacun soit prêt à donner et à recevoir, et ce même esprit doit régner chez les spécialistes des diverses sciences sociales intéressés. Les problèmes des régions rurales mettent à l'épreuve les possibilités de toutes les disciplines des sciences sociales, tant sur le plan de la recherche que sur celui de l'action pratique, et chaque fois que possible, particulièrement pour les recherches de base, il importe de faire appel à toutes ces disciplines.

78. En résumé, en ce qui concerne l'organisation de la recherche, il s'agit :

1) de mieux utiliser les ressources disponibles pour la recherche ; de concentrer davantage les efforts sur les problèmes sociaux qui se posent dans les régions rurales.

2) de développer les ressources qu'offrent les sciences sociales ; de créer de nouveaux instituts de recherche partout où c'est possible ; de recourir aux possibilités qu'offrent les institutions internationales.

3) d'apprendre aux spécialistes de la recherche à formuler les problèmes à étudier et à choisir les hypothèses à vérifier en fonction des exigences de l'action pratique, sans renoncer en rien à l'objectivité scientifique.

4) de faire prendre conscience aux administrateurs du rôle et des possibilités de la recherche et de leur apprendre à exploiter à fond les possibilités qu'offrent les sciences sociales.

5) de recourir, pour les recherches de base, à une méthode faisant appel à toutes les disciplines des sciences sociales.

6) de mettre au point, chaque fois que possible, des méthodes de recherche simplifiées, que les pouvoirs publics et les organismes intéressés puissent appliquer sans frais exagérés et qui puissent s'insérer dans le cadre de leurs programmes - particulièrement en ce qui concerne l'évaluation.

ANNEXE

L'évolution de la technique peut amener soit la mise en culture de nouvelles régions, soit l'introduction de nouvelles méthodes dans les régions déjà cultivées. Ces deux éventualités exigent, outre des moyens techniques et un nouvel équilibre entre la population et les ressources, un apport de capitaux et de main-d'oeuvre.

En ce qui concerne les capitaux, il convient de se demander en particulier si les investissements impliquent une main-d'oeuvre abondante ou limitée. Normalement, les projets ne comportant qu'un apport de capitaux relativement faible seront sans doute les plus rentables dans les pays de la région considérée, en raison de la pénurie générale de capitaux. Les tableaux ci-après qui énumèrent les différents facteurs à considérer lors de l'introduction d'une nouvelle production ou pour la mise en oeuvre d'un projet de colonisation agricole comprennent trois parties : une énumération des données générales concernant le milieu (I) et les conditions sociales (II), puis un questionnaire (III) qui peut servir à vérifier les avantages relatifs du projet, du point de vue économique et social, et sa viabilité.

Il n'est pas nécessaire d'étudier, dans tous les cas, l'ensemble des facteurs généraux indiqués ni de poser toutes les questions mentionnées ; cependant, mieux vaut pécher par excès d'informations que l'inverse. Cet appendice n'a pas la prétention d'être exhaustif et il faut n'y voir qu'une tentative visant à rechercher les "variables qui pourraient passer inaperçues".

Données générales

I

Milieu

(a) Altitude. Topographie. Distance par rapport aux centres de population, ports. (b) Conditions climatiques. Températures (température et humidité, variations moyennes journalières et annuelles). Précipitations (hauteur moyenne annuelle des chutes de pluie et répartition). Vents (puissance, direction et régularité). (c) Nature, analyse et profondeur des sols. (d) Conditions générales d'érosion et de conservation des sols. (e) Nappe phréatique et possibilités d'irrigation, fleuves. (f) Végétation naturelle dans la zone considérée. Ses effets sur le climat et les ressources hydrographiques. (g) Activités agricoles existantes. Fléaux de l'agriculture, insectes ou plantes parasites et maladies. (h) Ressources forestières. Nature, densité et composition des forêts. Stabilité de la formation forestière. (i) Nature et importance des ressources en matière de pêche, étendue et possibilités d'exploitation.

II

Facteurs humains et sociaux

(a) Situation démographique actuelle de la zone, chiffre de population, occupations, populations nomades et sédentaires, morbidité, mortalité, taux d'accroissement démographique. (b) Niveaux de vie, du point de vue des ressources monétaires et des normes d'existence. (c) Structure familiale. (d) Organisation sociale à l'échelon de la communauté. (e) Situation historique des différents groupes et transformations en cours modifiant leur place et leur rôle dans la société. (f) Degré de participation au Gouvernement régional ou central. (g) Systèmes et institutions juridiques. (h) Régime foncier, propriété et tenure des terres. (i) Religions, institutions et traditions culturelles. (j) Attitude vis-à-vis du travail et des possibilités d'évolution technique et social. (k) Moyens d'éducation et de formation. (l) Facteurs, autres que climatiques, influant sur les conditions sanitaires. (m) Moyens et services d'assistance sociale. (n) Nutrition. (o) Services administratifs sur le plan local, régional ou central.

III

Questionnaire

(1) Les ressources agricoles et forestières sont-elles pleinement utilisées en ce moment, directement et indirectement, à des fins économiques ? (2) Quelles sont les cultures, productions et techniques nouvelles que l'on pourrait introduire et quel en serait le coût ? (3) Quels seraient, au coût indiqué, les débouchés offerts à ces produits sur le marché local, régional, national et à l'exportation ? (4) Quel est, pour assurer les transports, l'état des voies ferrées et du matériel roulant, du réseau routier et fluvial ? Quelles sont les disponibilités en camions, bateaux et services d'entretien, et quel en est le coût ? (5) Quelles sont les disponibilités en carburant, services d'entretien, matériel d'emmagasinage, et quel en est le coût ? (6) Pourquoi n'a-t-on pas introduit plus tôt de nouvelles productions ou de nouvelles techniques ? A-t-on déjà fait des tentatives dans ce sens ? (7) Existe-t-il des disponibilités financières suffisantes à des taux raisonnables ? (8) A-t-on envisagé d'affecter les ressources financières disponibles à d'autres fins et avec quel résultat ? (9) Existe-t-il dans la région considérée un personnel de gestion qualifié ? (10) Quelles seront les incidences du projet sur la structure sociale et économique de la population locale ? (11) Quelles transformations des facteurs humains et sociaux mentionnés sous (c) et (o) ci-dessus peut-on attendre de la mise en oeuvre du projet ou quelles sont celles qui seraient indispensables pour que le projet soit économiquement et socialement viable ? (12) Quelles seraient les mesures à prendre dans les domaines (a) de l'éducation des adultes, (b) de l'enseignement primaire, (c) de l'enseignement secondaire, (d) de l'enseignement technique et supérieur ? (13) Quelles seraient les mesures à prendre en faveur du développement communautaire ? (14) Dans quelle mesure le projet peut-il contribuer, directement ou indirectement, à long ou à court terme, au développement de la zone, de la région et du pays considérés ? (15) Quelles répercussions en attend-on sur les ressources monétaires et le revenu réel des populations en cause ?